Civilisations

Revue internationale d'anthropologie et de sciences humaines

64 | 2015

Enquêter en terrains difficiles

Objets tabous, sujets sensibles, lieux dangereux

Les terrains difficiles aujourd'hui

Sylvie Ayimpam et Jacky Bouju

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/civilisations/3803>

DOI : 10.4000/civilisations.3803

ISSN : 2032-0442

Éditeur

Institut de sociologie de l'Université Libre de Bruxelles

Édition imprimée

Date de publication : 22 décembre 2015

Pagination : 11-20

ISSN : 0009-8140

Référence électronique

Sylvie Ayimpam et Jacky Bouju, « Objets tabous, sujets sensibles, lieux dangereux », *Civilisations* [En ligne], 64 | 2015, mis en ligne le 30 décembre 2015, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/civilisations/3803> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/civilisations.3803>

Objets tabous, sujets sensibles, lieux dangereux

*Les terrains difficiles aujourd'hui **

Sylvie AYIMPAM et Jacky BOUJU

Les disciplines des sciences sociales recourant à l'enquête sont aujourd'hui particulièrement sensibles aux différents problèmes éthiques et méthodologiques que soulève l'enquête en « terrain difficile ». Cette préoccupation n'est pas nouvelle : il y a vingt ans, l'ouvrage pionnier de Claire Renzetti et Raymond Lee (1993) défrichait la question. Dans le monde francophone, il y eut plus récemment l'ouvrage de Florence Bouillon, Marion Frésia et Virginie Tallio en 2005. Mais en vingt ans, le monde a beaucoup changé. Les lieux traversés par l'insécurité sociale et la violence politique se sont généralisés et des formes nouvelles de vulnérabilité de l'enquêteur et de ses informateurs ont surgi dans des contextes « glocalisés » devenus suspicieux. Il reste donc beaucoup à dire sur les défis éthiques, les bricolages méthodologiques et les conséquences épistémologiques que soulève l'enquête sur des objets tabous, des sujets sensibles, avec des personnes vulnérables ou condamnables ou en milieu hostile.

En anthropologie, la notion de terrain désignait classiquement la phase initiale d'enquête empirique de la recherche pendant laquelle le chercheur est « sur le terrain » pour « faire du terrain » (Albera, 2001). Cette conception du terrain présupposait des conditions d'interaction idéales avec les informateurs, la stabilité et la sécurité dans la situation d'enquête, la tranquillité pour travailler et souvent, un climat de confiance bien établi avec la population (Kovats-Bernat, 2002 : 210)¹. Une telle conception historico-géographique du « terrain » fortement marquée par l'ethnologie des cultures lointaines mais aussi réflexivement indigente a profondément changé. Sous l'effet conjugué de la mondialisation, de la généralisation des nouvelles technologies de communication, de l'accélération des flux d'informations et des mouvements de population, les cultures locales sont désenclavées. Elles se sont aussi « métamorphosées » au point de mettre en question, violemment parfois, la posture et la méthode de l'observation participante, engendrant pour le chercheur un « inconfort ethnographique » auparavant inconnu (Copans et Genest, 2000 : 5 ; Albera, 2001 : 5). A cette critique externe de la pratique du

* Le thème de ce dossier fait suite à l'atelier qui s'est tenu lors du colloque de l'APAD en juin 2013 à Montpellier, sur les nouveaux dangers apparaissant sur les terrains du développement et de l'humanitaire.

1 Pourtant, même dans ces conditions, le terrain recelait parfois des dangers physiques « qui ont longtemps contribué à former une mythologie disciplinaire passablement héroïque » (Albera, 2001 : 5).

terrain s'est ajoutée une critique interne plus déstabilisante encore : celle pessimiste du courant postmoderne renforcée par la dérive narcissique des postures hyper-réflexives. Minées de l'intérieur, les « mises en scène rhétoriques » de l'ethnographie ont été systématiquement démontées (Albera, 2001). Mais cette avalanche de critiques eut un effet salutaire car des anthropologues, comme Jean-Pierre Olivier de Sardan (1995) ou Laurent Berger (2004), entre autres, s'appliquèrent à reconstruire de manière rigoureuse la légitimité épistémologique de la méthode ethnographique.

Aujourd'hui, quand on parle du terrain, on se réfère très précisément à l'espace-temps de l'enquête, située ou multi-localisée, in situ ou à distance². Et, n'en déplaise aux postmodernes, l'enquête de terrain (*fieldwork*) est l'espace-temps dans lequel les anthropologues déploient simultanément les trois paradigmes fondamentaux de leur méthode : l'approche inductive, l'approche émique et l'approche holiste qui permettent d'articuler un « certain nombre d'activités à la réunion des lieux où elles existent, à la multiplicité des gens qui les exercent, à la série des éléments matériels et idéels nécessaires à leur déploiement dans la réalité, et à la chaîne des conséquences directes et indirectes qu'elles produisent » (Berger, 2004 : 20). Sur un autre plan, les anthropologues s'efforcèrent de répondre aux questions éthiques qui leur avaient été adressées par la critique externe à travers l'élaboration d'une charte éthique de l'anthropologie³ régulièrement mise à jour.

Malheureusement, force est de constater que cet appareillage théorique et ces dispositions éthiques se révèlent insuffisants pour aider le chercheur à affronter efficacement les dilemmes et les défis éthiques, sociaux et politiques qui surgissent sur le terrain (King, 2009). C'est bien de cette « difficulté » particulière dont on parlera dans ce numéro. Une difficulté qui se situe au-delà de la difficulté intrinsèque à l'inévitable confrontation interculturelle ou de celle inhérente au métier d'anthropologue « qui imbrique un projet de savoir dans une expérience d'intense implication personnelle » (Albera, 2001 : 5). Ce numéro n'aborde pas non plus les difficultés très particulières et les risques très spécifiques de l'enquête en situation d'opération militaire ou de guerre civile qui sont par ailleurs bien documentés (Sluka, 1990 ; Nordstrom et Robben, 1995 ; Lee, 1995 ; Agier, 1997 ; Le Palec et Luxerau, 1999 ; Bourgois, 2002 ; Sriram *et al.*, 2009). Les difficultés des « terrains » dont il est question dans ce numéro renvoient aux difficultés rencontrées par les chercheurs pour affronter et résoudre, tant bien que mal, les dilemmes et les défis éthiques et méthodologiques inattendus qui ont surgi pendant qu'ils enquêtaient sur des objets tabous, des sujets sensibles, dans des lieux dangereux ou en milieu hostile. Or, leurs témoignages montrent à l'évidence que, selon les situations, certains défis et dilemmes sont moins « inattendus » que d'autres. La difficulté du terrain est donc aussi une perception subjective, car on ne choisit pas impunément d'enquêter aux marges de la société, avec des personnes vulnérables ou condamnables, ou encore en contexte d'insécurité totalitaire, de contestation politique ou de traumatisme post-conflit. Ce qui caractérise la difficulté de ces situations d'enquête, c'est que les

2 Le terrain est partout où il y a des hommes : tout contexte local, tout groupe humain, toute institution, toute activité humaine, toute catégorie sociale est potentiellement un espace de recherche anthropologique.

3 La plus ancienne de ces chartes est celle de l'Association américaine d'anthropologie (juin 1998) qui énonce entre autres les garanties de protection des informateurs, dont les plus connues sont le libre consentement à répondre aux questions du chercheur et la protection de leur anonymat.

frontières ordinaires de la vie sociale locale qui s'opposent habituellement à l'intention d'enquête du chercheur deviennent beaucoup plus difficiles à franchir. Le paradoxe entre distanciation et proximité (Agier, 1997 ; Boumaza et Campana, 2007) qui est au cœur de la relation enquêteur-enquêté s'en trouve exacerbé. Dans les « distances » que l'enquêteur tente de maintenir ou de réduire et dans les « proximités » que le milieu ou les autorités tentent de lui imposer ou de lui refuser, se joue une des difficultés majeures de l'enquête. Certes, le degré de difficulté perçu par le chercheur dépend beaucoup de ce qu'il est, de sa trajectoire personnelle, de son expérience de vie et, surtout, des ressources physiques et morales dont il dispose (Bizeul, 2007 : 73). Car « (...) le terrain fait aussi surgir des émotions, des peurs, le sentiment de voyeurisme à l'exposition de l'intimité d'autrui, le sentiment de dégoût face à la justification des violences les plus atroces, des doutes sur la justesse de la présence du chercheur ici et maintenant, ou encore la crainte de passer à côté de l'essentiel » (Hume, 2007 : xvii). Que l'insécurité soit émotionnelle ou physique, contextuelle ou situationnelle, objective ou subjective, le chercheur doit gérer seul l'incertitude de l'enquête (Sluka, 1995) et dans ce cas, son expérience ethnographique et sa capacité éprouvée d'adaptation à des situations changeantes constituent un avantage certain pour résoudre les multiples dilemmes et défis éthiques ou méthodologiques que fait surgir l'enquête de terrain.

Ce point est remarquablement bien illustré par le texte de **Lisa Richaud** qui ouvre la première partie de ce numéro sur les terrains sensibles. Elle rapporte, non sans humour, ses tribulations méthodologiques en réaction à la pression exercée par le système de surveillance et de filature de l'Etat alors qu'elle enquêtait sur les rassemblements de retraités dans un parc public de Pékin. La présentation de soi et la fourniture de garanties de neutralité n'ont pas suffi à tranquilliser l'environnement totalitaire, omniprésent. Elle s'est trouvée confrontée quotidiennement au défi pragmatique de mener une enquête tranquille sous la surveillance suspicieuse et pesante d'agents de la sécurité chinoise. Cette surveillance permanente et la menace latente qu'elle faisait peser sur l'enquête a progressivement engendré un climat paranoïaque qui l'a obligée à mettre en œuvre des mesures d'autoprotection pour éviter toute accusation d'espionnage. Lisa Richaud s'est d'abord sentie obligée de fournir des « gages » qui consistaient à faire reconnaître sa légitimité à enquêter en rendant visible à ses surveillants la reconnaissance qu'elle obtenait de ses enquêtés afin de prouver sa neutralité. Elle décrit ainsi comment elle s'est engagée dans une « mise en scène » de son propre rôle d'ethnologue, en « surjouant » les stéréotypes comportementaux de l'anthropologue, seul moyen de réaffirmer sa présence face à la suspicion. Elle montre avec finesse comment, à force de jouer à l'anthropologue pour les gens qui la surveillent, son engagement sur le terrain n'était plus uniquement dirigé vers la collecte de données mais aussi vers la réappropriation de son propre rôle contre celui qu'on lui assignait à tort.

En choisissant de conduire une enquête en contexte politique autoritaire, le chercheur sait qu'il va à la rencontre de difficultés. Sur le terrain, il tente de maintenir un équilibre instable entre une distance maintenue au prix de tensions quotidiennes liées à la suspicion d'être quelqu'un d'autre que celui qu'il dit être, ou de faire autre chose que ce qu'il prétend, et une proximité recherchée au prix parfois de la mise en scène de soi qui risque de fermer des portes, de susciter de nouvelles méfiances ou de détourner le chercheur de son objet initial (Adler et Adler 1993). C'est la situation dans laquelle s'est trouvée **Karine Lamarche** qui a délibérément choisi d'enquêter

dans un environnement où la violence était omniprésente et l'encliquage impossible à éviter. Ni « ethnographe indigène », ni complètement étrangère au terrain en raison des séjours passés en Israël et en Palestine depuis son adolescence, elle a choisi de travailler aux marges de la société israélienne sur des acteurs qui transgressent leurs assignations identitaires : des Israéliens juifs qui militent aux côtés des Palestiniens dans les territoires occupés pour s'opposer à la politique expansionniste de leur pays. L'analyse réflexive de son implication sur le terrain est le fil directeur de son article. Cette implication, cet engagement consciemment choisi est le fruit d'une longue histoire personnelle avec l'espace israélo-palestinien et des contraintes inhérentes à l'objet étudié. Après avoir démontré la valeur heuristique d'une longue familiarité avec le terrain, elle défend de manière convaincante l'idée que l'implication aux côtés des militants était une des conditions nécessaires pour comprendre empiriquement ce que signifie le fait de s'engager aux côtés des Palestiniens quand on vit en Israël et a fortiori quand on est Israélien. L'article s'achève sur une évocation douce-amère du rétrécissement progressif de son réseau social personnel suite à son engagement militant. Elle constate ainsi qu'avec le temps son cercle d'amis israéliens s'est restreint aux militants, les seuls avec qui elle pouvait évoquer les expériences vécues dans les territoires. Son texte illustre avec beaucoup de sensibilité la tension constante entre l'engagement nécessaire à la compréhension de la réalité étudiée et la distanciation que requiert la méthode.

Pour sa part, l'équipe de **Michela Villani** revient sur les « dimensions entrelacées des opérations méthodologiques et des choix éthiques » qui se sont posés lors de leur participation à une enquête collective conduite avec des femmes migrantes d'origine subsaharienne atteintes du VIH. Se posant elles aussi la question de l'inégalité de la relation enquêtrice-informatrice, elles s'interrogent finement sur la stigmatisation « supplémentaire » qui peut résulter des choix méthodologiques opérés pour enquêter auprès de patientes déjà vulnérables et fragilisées, n'ayant guère la possibilité de se défaire des liens sociaux qui les contraignent. Ce faisant, pour s'autoriser à enquêter quand même, elles tentent de distinguer les différences entre les exigences de l'éthique médicale et celles de l'éthique anthropologique. La question de savoir ce qui peut être gagné ou perdu en terme de compréhension par le fait de partager étroitement les expériences d'un milieu ou, au contraire, de s'en abstenir dépend donc des arbitrages que font les chercheurs et des arguments qu'ils en donnent.

À l'occasion d'une recherche menée sur les violence ordinaires à Kinshasa, **Sylvie Ayimpam** s'est trouvée confrontée à la violence exercée à l'encontre d'une présumée sorcière. Très vite, les accusateurs qui étaient ses interlocuteurs ont perçu son scepticisme à l'égard des accusations et son parti-pris pour la personne accusée. Les reproches à peine voilés qui lui furent adressés lui ont fait prendre conscience qu'elle prenait systématiquement parti pour la victime⁴. Elle s'est alors efforcée de changer son regard et son attitude pour essayer de comprendre aussi le point de vue des accusateurs.

4 Voir à ce sujet le débat important entre Roy D'Andrade (1995) et Nancy Scheper-Hughes (1995), qui pose le problème de savoir jusqu'où l'anthropologue peut prendre le parti d'agir comme avocat des personnes ou de la communauté qu'il étudie prenant ainsi le risque de biaiser les faits étudiés. D'un côté D'andrade considère que l'anthropologue devrait être aussi objectif que possible ; de l'autre, Scheper-Hughes considère inversement que l'objectivité étant illusoire, l'anthropologue ne doit pas hésiter à pratiquer une anthropologie politiquement impliquée et moralement engagée.

Au-delà de cette étude de cas, Ayimpam souligne qu'à travers les différentes enquêtes qu'elle a menées à Kinshasa sur le thème des violences ordinaires, le recueil des narrations et des témoignages de souffrance des victimes ayant été soumises à ces violences ordinaires « tolérées » par la société l'ont confrontée en tant que chercheur à la question de la limite sociale ou culturelle du « tolérable ». L'examen des données qu'elle a recueillies à des périodes différentes montre que cette question de la limite du « tolérable » traverse différemment les matériaux. Bien plus, la coupure culturelle, subjective et/ou cognitive, qui apparaissait dans ses premières enquêtes comme significative de l'opposition enquêteur (etic)/enquêtés (emic), apparaît dans les enquêtes plus récentes comme une ligne de fracture idéologique qui oppose aussi les gens d'une même société urbaine. Dans ce texte, elle analyse de façon critique et réflexive son manque de neutralité initial tout en posant la question des limites de l'intolérable : comment maintenir l'indispensable neutralité axiologique quand l'interlocuteur et ses idées suscitent une forte antipathie ? Comment discipliner ses propres conceptions ou son émotion pour réduire la distance subjective qu'impose l'antipathie et accorder la même attention au bourreau qu'à la victime ?

Comme le montre l'enquête de **Myriam Joël** auprès de femmes emprisonnées pour violences sexuelles sur mineurs, il n'y a pas de réponse simple à ces questions, ni de « bonnes » solutions aux dilemmes éthiques qui submergent le chercheur. Dans son texte, elle témoigne avec une grande sincérité de ses réactions qui correspondent aux ressources physiques et morales dont elle disposait pour faire face à sa situation d'enquête. Elle n'hésite pas à se confier, à dire les « compromissions éthiques » qu'elle s'est autorisées tout en se sentant prisonnière des attentes normatives enchâssées dans les exigences éthiques qui auraient dû régir son comportement. S'en étant ouverte à l'occasion de communications de ses résultats à des pairs, leurs réactions ont révélé la prégnance d'une sociologie « bien pensante » conjuguant de manière inattendue « sociologiquement correct » et « moralement correct ». Ce constat, surprenant, opère une sorte de mise en abyme de l'entreprise de recherche sur un sujet sensible avec des personnes condamnables. Ce texte de Myriam Joël introduit le lecteur à un ordre de difficulté éthique rarement documenté, celui de la réception et de la restitution évaluative des résultats de l'enquête tant par le milieu des pairs que par le milieu d'enquête.

L'objet de recherche de **Marie Peretti-Ndiaye** se situe entre le sujet sensible et l'objet tabou. Elle montre le dilemme dans lequel elle se retrouve enfermée en travaillant sur un objet comme le racisme. Elle se pose fondamentalement la question de savoir comment étudier les expressions et les manifestations du racisme alors même que ce sujet suscite des procédés d'invisibilisation, qui se traduisent notamment par la volonté de ceux qui en sont victimes de « disparaître du champ de vision » des autres. Ce qui rend son entreprise de recherche particulièrement difficile, ce n'est pas seulement le fait que les expressions du racisme soient fuyantes et donc difficiles à saisir, mais également le fait que le racisme, en tant qu'expérience relationnelle à « double face », soit un sujet très sensible, susceptible de contaminer les étapes de recueil des données. Lors de son enquête en Corse, elle a pu élaborer des stratégies d'observation clandestines et des processus d'évitement dans la présentation de son objet de recherche. Ces stratégies ont eu pour effet de la confronter à un autre versant du problème : l'expérience de situations limites durant lesquelles les interrogations sur le rôle et la place du chercheur dans l'univers social et sur la nature des liens qu'il entretient avec ses interviewés s'imposent

de manière entêtante et génèrent des questionnements éthiques sans réponse. L'auteure montre avec finesse comment ces choix méthodologiques, lentement mais sûrement contraints par le milieu de l'enquête, ont eu pour conséquence d'enfermer son enquête dans les limites des expressions localement « acceptables » du racisme.

Franchir les barrières psychologiques du traumatisme ou de la peur pour faire dire ou simplement parler de l'indicible est un défi méthodologique et éthique redoutable. Chacun à leur manière, Fiona Murphy et Christian Ritter l'ont affronté. Engagée dans l'exploration ethnographique du traumatisme de la « génération perdue » des enfants aborigènes australiens qui furent déportés de 1910 à 1970, **Fiona Murphy** est à la fois confrontée à l'éthique de responsabilité que ce sujet impose et à la difficulté d'ethnographier un traumatisme collectif en situation post-conflit. Dans sa tentative de rendre justice à la manière dont les autres expérimentent le monde, elle décide de placer le devoir moral de protection de l'informateur au-dessus de toute autre considération méthodologique ou éthique. L'auteure choisit alors de se mettre en empathie totale avec ses informateurs, dans une relation d'enquête conçue comme une « communion durable » devant déboucher sur le « devoir de témoigner » autrement. Elle reconnaît que son engagement compassionnel l'éloigne de la « théorisation anthropologique » qui selon elle délégitimerait, voire violerait, l'expérience de la souffrance. Ce choix radical assumé par l'anthropologue de donner la priorité absolue aux considérations éthiques pose la question des limites méthodologiques qu'il implique.

Enquêtant auprès d'une congrégation luthérienne de langue allemande qui fut exposée au conflit de l'Irlande du Nord, **Christian Ritter** s'interroge sur la manière éthique de franchir le mur de silence profond consécutif au traumatisme personnel des acteurs. Revenant sur son expérience, il rapporte que la remémoration des souffrances et du traumatisme subis par les plus anciens membres de cette congrégation de Belfast engendrait un silence pesant. Constatant l'inadéquation de sa méthode d'enregistrement d'histoires de vie à une enquête sur l'indicible, il l'abandonna au profit d'une approche plus intersubjective et participative. En adoptant cette approche qui associe l'informateur à la validation des données et à la décision concernant leur usage final, l'auteur espérait d'une part, contribuer à la réduction de l'inégalité de la relation enquêteur-enquêté et d'autre part, permettre à l'enquêté de se réapproprier son histoire. Cependant, dans cette approche plus psychologique qu'anthropologique, la narration de l'expérience traumatique était conçue et voulue comme une expérience thérapeutique supposée donner du sens à l'expérience douloureuse de l'informateur. Christian Ritter reconnaît bien que ce choix méthodologique n'était pas neutre en terme d'impact psychologique sur l'informateur devenu patient. Demeure alors la question éthique qui découle d'un tel choix : est-il légitime de vouloir faire témoigner à tout prix une victime qui ne veut pas parler ?

On ne choisit pas impunément d'enquêter aux marges de la société, sur un objet tabou, avec des personnes condamnables ou en contexte de contestation politique ou de traumatisme post-conflit. L'anthropologue peut s'attendre à ce que de telles situations d'enquête soient chargées d'une violence potentielle ou effective menaçante pour l'enquête. Cependant, c'est bien malgré elle qu'**Eva Riedke** s'est trouvée prise dans une telle situation. Alors qu'elle enquêtait tranquillement dans un *township* proche de Durban (Afrique du Sud), il y eut une explosion soudaine de violence sociale suscitée par la suspicion de corruption autour d'un projet d'accès à l'habitat local.

Ses informateurs se retrouvèrent alors de part et d'autre d'une ligne de front séparant autorités et protestataires. Cette situation inattendue créa une situation d'incertitude menaçant sérieusement la poursuite de l'enquête. Son texte décrit l'expédient méthodologique qu'elle a dû bricoler dans l'urgence pour continuer son enquête. Elle fit le choix d'arrêter de faire des entretiens formels tout en installant la routine visible et prévisible par les différentes parties en conflit d'une rencontre hebdomadaire avec différents protagonistes. Cette stratégie de prise de distance avec les modalités préalables de son enquête visait à affirmer publiquement et visiblement sa neutralité afin de susciter un semblant de confiance dans un contexte de rumeurs incessantes et d'incertitude du lendemain. L'incertitude tenait à ce que cette redéfinition des règles de l'interaction enquêteur-enquêtés ne pouvait pas se faire sans l'aval implicite de ces derniers. Comment obtenir cet aval ? Comment dans un tel contexte construire ensemble de nouvelles règles d'échange ethnographique de telle sorte que puissent s'imposer les règles que chacun considère comme non négociables ? C'est la question que pose ce texte et il semble bien, une fois de plus, que cette question ne puisse pas trouver de réponse « en général ».

Avec le texte de **Pierre Prud'homme**, c'est un tout autre ordre de difficulté qui est abordé : la récupération et l'instrumentalisation des résultats de la recherche par le milieu social et sociopolitique local. Le texte décrit la manière dont les résultats de recherche sur le sujet extrêmement sensible de l'Islam dans le contexte post-conflit qui prévaut au Mali sont suivis de très près et réutilisés non seulement dans les débats politiques à Bamako, mais aussi par les agences internationales et l'ambassade de France. Les médias, les politiques et les idéologues du milieu d'enquête contestent la légitimité des analyses des chercheurs en sciences sociales tout en nourrissant leurs discours de ces mêmes analyses. Mais Pierre Prud'homme montre aussi comment les chercheurs occidentaux participent de manière opaque aux joutes discursives qui animent cette arène d'échanges polémiques. En jouant le rôle d'« expert » auprès des médias, leurs discours interagissent avec ceux de leurs informateurs religieux, avec ceux des médias eux-mêmes et avec ceux des institutions politiques tout en étant repris, justifiés ou déqualifiés par chacun de ces différents acteurs. De fait, les catégories utilisées par les chercheurs pour décrire les rapports complexes entre politique et religion nourrissent en permanence un dialogue polémique entre chercheurs, leaders religieux et groupes de réflexion qui alimentent les prises de décisions. Mais cette participation des chercheurs suscite dans l'arène locale un doute sur l'objectivité de leur recherche et une suspicion de collaboration avec les services de renseignements occidentaux qui selon l'auteur n'est pas complètement dénuée de fondement. L'acuité de cette polémique locale a été telle qu'elle a donné lieu à une *fatwa* prononcée à l'encontre des concepts utilisés par les chercheurs en sciences sociales, les journalistes et les experts qui analysent les discours islamistes locaux.

Pour des raisons d'autorisations institutionnelles, le terrain devenu « dangereux » peut devenir un lieu physiquement inaccessible pour le chercheur. Aujourd'hui, cependant, les nouvelles technologies de communication permettent d'échanger des informations avec des acteurs restés sur le terrain. Cette « solution » de contournement de l'impossibilité du déplacement physique pose la question fondamentale de la distance, celle qui nous sépare de l'Autre que l'on cherche à comprendre. Car la bonne « distance » à établir, et surtout à maintenir, avec les sujets de l'enquête n'est pas une

simple question de proximité sociale ou spatiale entre l'enquêteur et l'enquêté. Plusieurs textes de ce numéro montrent comment le chercheur peut « prendre ses distances » pour continuer à travailler, pour échapper au stress, à l'encliquage ou pour protéger ses informateurs. Comment, aussi, il peut être « mis à distance » par le milieu d'enquête ou par les autorités locales. A cause de la guerre civile au Mali, **Sten Hagberg** et **Gabriella Körling** ont été mis à distance de leur terrain par décision de leur université. Alors, face à l'impossibilité de retourner sur le terrain, ils ont décidé d'adapter leur recherche à ce contexte en recomposant une enquête « à distance ». En effet, les nouvelles technologies de communication permettent en quelque sorte de « replier » la distance entre le terrain et l'université en collectant et en communiquant facilement des données qui peuvent être retravaillées très loin du terrain, à l'université. C'est ainsi que les auteurs ont fait de la presse locale, mais aussi des informations et des documentaires qui circulent sur internet, leur objet de recherche principal. Ils confessent que cette étude par le truchement des médias les a contraints à s'écarter sensiblement de leur objet de recherche initial qui portait précisément sur les oppositions sociopolitiques locales. Ils concluent néanmoins que cette méthode d'anthropologie « à distance », imposée par le contexte, a constitué un apport inédit, bénéfique aux analyses déjà entamées et aux savoirs recueillis antérieurement selon des méthodes anthropologiques plus classiques.

De la même manière et pour les mêmes raisons d'interdiction institutionnelle, **Jacky Bouju** s'est trouvé dans l'impossibilité de retourner sur son terrain d'enquête en République centrafricaine plongée dans la guerre civile. Travaillant sur les formes de violence ordinaire en RCA, il avait pris ses distances pour éviter la surcharge émotionnelle occasionnée par l'expérience directe de la souffrance des enquêtés. Mais il perd le contrôle de cette distance plus ou moins maîtrisée quand son administration lui interdit ainsi qu'à ses collègues tout accès au terrain en raison de l'insécurité. Comme ses collègues, il se retrouve avec pour seules données les informations véhiculées par internet (articles de presse, documents Youtube, etc.) Son texte décrit comment, paradoxalement, l'écran émotionnel qu'il avait posé sur le terrain en essayant de se mettre à distance de l'expérience directe de la souffrance et de la violence s'est trouvé aboli par l'exposition directe à la violence des images et à la cruauté des propos circulant sur internet. Malgré cela, l'analyse anthropologique de la violence pouvait continuer « à distance » dans une « proximité » visuelle qui est au cœur des paradoxes engendrés par l'immédiateté des flux de communication associés à la prolifération des images numériques que permettent les nouveaux médias. S'interrogeant sur les conséquences épistémologiques de ce genre d'anthropologie « à distance », il considère que l'observation directe *in situ* – pour autant qu'elle soit guidée par une visée argumentative – reste irremplaçable. Mais que faire quand elle est inappropriée ou impossible à mettre en œuvre ? Dans ce cas, et à condition de faire suite à des enquêtes ethnographiques classiques, l'enquête « à distance » par le truchement des médias et moyens de communication actuels permet de transcender l'inaccessibilité temporaire du terrain.

Enfin, dans un texte au propos volontairement « décalé » et provocateur, **Jean Copans** se demande si l'effervescence méthodologique autour des conséquences épistémologiques et éthiques des bricolages méthodologiques (choisis ou imposés par le milieu ou le contexte de recherche) ne se fait pas au détriment de la théorisation. La question mérite effectivement d'être posée. Et, sans prétendre y apporter de réponse

définitive, on se contentera de souligner que les textes de ce numéro montrent à l'envi l'éclectisme des outils méthodologiques, théoriques et conceptuels disponibles dans la « boîte à outils » de l'anthropologue. Cet éclectisme nous semble plutôt bien adapté à l'appréhension de la complexité des phénomènes observés dans des lieux dangereux, avec des sujets sensibles ou sur des objets tabous. Les différentes réponses apportées par les auteurs interrogent non seulement la pertinence et l'adéquation du dispositif d'enquête à l'intelligibilité de l'activité étudiée mais aussi les conditions d'objectivation scientifique des données recueillies et tout particulièrement la question de leur fiabilité. De fait, la théorie n'est jamais bien loin : « Les implicites théoriques se tapissent dans l'articulation de l'espace-temps de l'enquête à des unités d'analyse dont la réalité dans son ensemble n'est jamais perceptible empiriquement, mais qui sont effectives dans la mise en perspective cohérente des données produites dans l'enquête » (Berger, 2004 : 20). Il n'est donc pas absurde de penser que nombre des implications théoriques contenues dans les réponses apportées par les auteurs participent d'un processus de refondation théorique de la discipline.

Quoi qu'il en soit, on espère que ce dossier apportera un éclairage nouveau sur quelques-uns des principaux dilemmes éthiques et défis méthodologiques que rencontrent les chercheurs en « terrains difficiles ». La variété et la richesse des expériences rapportées montrent que le libre consentement des informateurs et la garantie d'anonymat ne suffisent plus à garantir la transparence éthique de l'enquête, ni à protéger les informateurs ou l'enquêteur. Le lecteur pourra comparer les différentes réponses apportées par les auteurs à ces défis imprévus et, sans aucun doute, certains choix paraîtront éthiquement contestables. Pourtant, aucune des réponses apportées n'est bonne ni mauvaise en soi, même si certaines peuvent sembler plus appropriées que d'autres. Chacun a fait ce qu'il a pu avec les ressources qui étaient les siennes en ces instants d'incertitude où l'enquête semble échapper à tout contrôle. Les auteurs montrent que ces défis et dilemmes doivent être reconnus et affrontés comme tels, car ils menacent la maîtrise et la continuité de l'enquête ainsi que la validité des données recueillies. Pire, ils risquent de mettre en jeu la sécurité personnelle du chercheur et de ses informateurs.

Les contributions de ce numéro nous obligent à reconnaître que la conduite d'une enquête à son terme implique toujours une part de bricolage pour faire face à la situation et résoudre, tant bien que mal, les différents dilemmes éthiques et défis méthodologiques qui surgissent inévitablement. Ces bricolages sont faits d'innombrables petites et parfois grandes décisions, prises dans l'urgence, souvent intuitives et parfois approximatives, qui ont des incidences politiques ou éthiques dans la relation enquêteur-enquêté. Ces décisions mettent en question les techniques d'entretien ou le mode d'accès aux informateurs et aux informations sur un objet tabou, ou encore les modes de dévoilement et de publication des données sur des sujets sensibles. La difficulté du terrain ainsi « démystifiée » (King, 2009), notre souhait est que ce dossier permette aux jeunes chercheurs de mieux se préparer à affronter l'enquête en terrain « difficile ».

Références citées

- ADLER, Patricia et Peter ADLER, 1993. « Ethical issues in self-censorship : Ethnographic research on sensitive topics », in Claire Renzetti et Raymond Lee (éds), *Researching Sensitive Topics*, pp. 249-266. Newsbury Park : Sage Publications.
- AGIER, Michel, 1997. « Ni trop près, ni trop loin. De l'implication ethnographique à l'engagement intellectuel », *Gradhiva*, 21, pp. 69-76.
- ALBERA, Dionigi, 2001. « Terrains minés en ethnologie », *Ethnologie française*, 31 (1), pp. 5-13.
- BERGER, Laurent, 2004. *Les nouvelles ethnologies. Enjeux et perspectives*. Paris : Nathan.
- BIZEUL, Daniel, 2007. « Que faire des expériences d'enquête ? Apport et fragilités de l'observation directe », *Revue française de science politique*, 57 (1), pp. 69-89.
- BOUILLON, Florence, Marion FRESIA et Virginie TALLIO (dir.), 2005. *Terrains sensibles : expériences actuelles de l'anthropologie*. Paris : Editions de l'EHESS.
- BOUMAZA, Magali et Aurélie CAMPANA, 2007. « Enquêter en milieu "difficile" ». *Revue française de science politique*, 57 (1), pp. 5-25.
- BOURGOIS, Philippe, 2002. « La violence en temps de guerre et en temps de paix. Leçons de l'après-guerre froide : l'exemple du Salvador », *Cultures & conflits*, 47, pp. 45-81.
- COPANS, Jean et Serge GENEST, 2000. « Présentation. L'anthropologie et le millénaire. Fin de siècle ? », *Anthropologie et sociétés*, 24 (1), pp. 5-14.
- D'ANDRADE, Roy, 1995. « Moral models in anthropology », *Current Anthropology*, 36 (3), pp. 399-408.
- HUME, Mo, 2007. « Unpicking the threads : Emotion as central to the theory and practice of researching violence », *Women's Studies International Forum*, 30, pp. 147-157.
- KING, John C., 2009. « Demystifying field research », in Chandra Lekha Sriram *et al.*, *Surviving field research. working in violent and difficult situations*, pp. 8-18. Londres, New-York : Routledge.
- KOVATS-BERNAT, J. Christopher, 2002. « Negotiating dangerous fields : Pragmatic strategies for fieldwork amid violence and terror », *American Anthropologist*, 104 (1) march, pp. 208-222.
- LEE Raymond, M., 1995. *Dangerous fieldwork*. Londres : Sage Publications.
- LE PALEC, Annie et Anne LUXERAU, 1999. « Introduction : ethnographie en situations extrêmes », *Journal des Anthropologues*, 76, pp. 27-31.
- NORDSTROM, Carolyn et Antonius C. G. M. ROBBEN (éds), 1995. *Fieldwork under fire : Contemporary studies of violence and culture*. Berkeley : University of California Press.
- OLIVIER DE SARDAN, Jean-Pierre, 1995. « La politique du terrain. Sur la production des données en anthropologie », *Enquête*, 1, pp. 71-109.
- RENZETTI, Claire et Raymond LEE, 1993. *Researching sensitive topics*. Londres : Sage Publications.
- SCHEPER-HUGHES, Nancy, 1995. « The primacy of the ethical : Propositions for a militant anthropology », *Current Anthropology*, 36 (3), pp. 409-440.
- SLUKA JEFFREY, A., 1990. « Participant observation in violent social contexts », *Human Organization*, 49 (2), pp. 114-205.
- , 1995. « Reflections on managing danger in fieldwork. Dangerous anthropology in Belfast », in Carolyn Nordstrom et Antonius Robben (éds), *Fieldwork under fire : Contemporary studies of violence and survival*, pp. 276-294. Berkeley : University of California Press.
- SRIRAM, Chandra Lekha, John C. KING, Julie A. MERTUS, Olga MARTIN-ORTEGA et Johanna HERMAN, 2009. *Surviving field research. Working in violent and difficult situations*. Londres, New-York : Routledge.